UNION MÉDITERRANÉENNE OU UNION POUR LA MÉDITERRANÉE ?

La fin du commencement du projet Sarkozy

La presse française parle de «compromis» trouvé entre la chancelière allemande et le président français. Ce qui est, bien évidemment, faux.

De notre bureau de Bruxelles
Azziouz Mokhtari

A Hanovre, avant-hier, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont bel et bien enterré le fantasmagorique, insensé et démagogique projet d'Union méditerranéenne de l'actuel locataire de l'Elysée. Si Mme Merkel, aussi intransigeante que fourbe, n'a pas voulu le déclarer publiquement, l'acte de décès, pourtant a été signé.

Pudique, néanmoins, farouche, la chancelière allemande a dit «nous sommes d'accord pour que ce soit un projet de l'Union européenne» en évoquant l'Union méditerranéenne. Ce qui, en théorie et en pratique, désosse complètement l'utopique plan de Sarkozy. En l'intégrant dans l'Union européenne, Angela Merkel abat, sur-le-champ, l'Union méditerranéenne. Il n'en restera rien, absolument rien. Pour la simple raison que l'UE dispose, déjà, de deux formules-clés en mains pour toute relation avec des pays tiers, hors Union européenne, le processus de Barcelone et la politique européenne de voisinage (PEV). Il n'y aura donc aucun espace disponible de partenariat pour l'illusion méditerranéenne de Sarkozy. Dépité, le malheureux président français confirmera, à son corps défendant, le verdict allemand. «On a trouvé un compromis autour de cette union pour la Méditerranée que nous voulons tous les deux et qui n'exclura personne.»

Au passage, Sarkozy confirme que les 26 autres pays de l'UE avaient déjà censuré son plan et dans l'intitulé même. En effet, lorsque la France a présenté un texte, il a fallu, d'emblée, pour Paris, censurer le générique Union méditerranéenne pour celui de «Union pour la Méditerranée» afin que l'état-major européen de Bruxelles consente à écouter les arguments de la France.

En précisant lors de sa conférence de presse de Hanovre que l'Union pour la Méditerranée n'exclut personne, N. Sarkozy admet, a contrario, que son projet initial pouvait exclure des parties. Du pourtour méditerranéen ou de l'espace européen.

Quant à son assertion selon laquelle, ce projet était souhaité par «tous les deux», c'est-à-dire la France et l'Allemagne, elle a fait sourire et même rire la plupart des journalistes présents à Hanovre.

Encore un bide pour le président français. Où s'arrêtera donc la descente aux enfers de celui que les Français ont plébiscité il y a moins d'un an ?

A. M.

SELON LA COMMISSAIRE EUROPÉENNE AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

L'accord d'association ne sera pas révisé

L'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne ne sera pas révisé. Notre pays est invité à poursuivre les négociations en vue de la conclusion d'un accord d'entente stratégique dans le domaine énergétique ainsi que d'un accord en matière de réadmission des immigrants clandestins.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Catégorique, la commissaire européenne en charge des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, Mme Benita Ferrero-Waldner, l'a été, hier, lors d'une conférence de presse sanctionnant deux jours de rencontres avec les autorités algériennes. Il n'y aura pas de révision de l'accord d'association liant l'Algérie à l'Union européenne et qui «avance», a affirmé la Commissaire européenne. Il est question plutôt, dira-t-elle, de «mettre en application», et «utiliser pleinement le potentiel de cet accord qui vise la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2017 et d'en attendre les résultats». A ce propos, elle a précisé que l'Algérie n'a pas voulu adhérer à la politique européenne de bon voisinage (PEV), privilégiant la mise en œuvre de l'accord d'association dont cette PEV constitue justement, selon elle, un additif.

Toutefois, la commissaire européenne aux relations extérieures a souhaité que l'Algérie adhère à cette politique et puisse, le moment venu, en apprécier les avantages. Abordant la proposition du président français, Nicolas Sarkozy, d'une union pour la Méditerranée, la commissaire européenne l'a qualifiée d'«idée bienvenue» et d'une «importance politique». Si, selon elle, l'implication de toutes les institutions européennes et des Etats membres était garantie et que cette proposition française en cours de maturation pouvait apporter de «la valeur ajoutée». C'est «une offre additionnelle», dira-t-elle, escomptant d'en connaître le contenu exact». Pour autant, l'Union européenne est disposée, selon Mme Ferrero-Waldner, à soutenir et à accompagner les réformes économiques que notre pays, «un partenaire incontournable», est en train de mettre en œuvre, par le biais d'actions concrètes. Cela allant d'un appui financier (40 millions d'euros) et technique au développement des petites et moyennes entreprises algériennes, l'appui à la modernisation des services douaniers et au programme de privatisation.

Photo : DR

Mme Benita Ferrero-Waldner.

En ce sens, elle a souhaité la tenue avant la fin 2008 et à l'initiative du ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, d'un forum d'entrepreneurs européens en vue d'attirer les investissements européens, ainsi que la fourniture d'une assistance technique pour la modernisation de la Bourse et un apport d'expertise en matière de cohésion sociale notamment. De même, l'Union européenne souhaiterait, selon sa commissaire, accompagner les réformes algériennes, «sans rien imposer» et «en travaillant ensemble», dans le domaine de l'éducation et de la formation des formateurs. A ce propos, Benita Ferrero-Waldner a répondu favorablement à la volonté du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, d'une modernisation de la formation des enseignants. Cela étant, la commissaire européenne a invité l'Algérie à poursuivre les négociations avec l'Union européenne pour la conclusion d'un mémorandum d'entente, permettant l'impulsion d'un partenariat stratégique énergétique, couplé au développement des énergies renouvelables et alternatives.

En relevant fortement que notre pays est un partenaire «historique fiable depuis 70 ans» en matière d'approvisionnements gaziers, l'existence d'un intérêt mutuel à fortifier et la volonté de l'Europe de diversifier ses approvisionnements. D'autre part, la Commissaire européenne a relevé la disponibilité de l'Union européenne à lutter ensemble avec l'Algérie contre le défi global du terrorisme. Mais aussi à «travailler ensemble dans l'amélioration de la gestion des flux migratoires», indiquera Benita Ferrero-Waldner.

Pour l'officiel européen, le dialogue doit se poursuivre entre l'Algérie et l'Union européenne en vue de la conclusion d'un accord de réadmission des immigrants clandestins, mais aussi de la facilitation de l'octroi des visas.

C.B.

LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL EST TRAITÉE PAR L'ONU

Les pays maghrébins doivent régler leurs différends

La question du Sahara occidental est traitée au niveau onusien, selon la Commissaire européenne aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner. Celle-ci a qualifié les négociations en cours entre le Maroc et le Front Polisario, de «pas en avant» et a espéré que «les négociations continuent sous les auspices de l'Organisation des Nations unies». Cela étant, la Commissaire européenne a clairement invité les pays maghrébins à régler leurs différends en vue de concrétiser l'intégration régionale. **C. B.**

AMÉNAGEMENT D'INTÉRIEURS ET BÂTIMENT

Des PME alsaciennes présentent leurs produits

Huit PME françaises regroupées au sein de Team Alsace, Association d'entreprises alsaciennes spécialisées dans l'aménagement des bâtiments ont présenté hier leurs produits à l'occasion d'un colloque-rencontre organisé à Alger par la mission économique près l'ambassade de France.

Cette rencontre vise, selon les organisateurs, à développer des échanges entre professionnels français et algériens du secteur de l'aménagement des bâtiments dans tout ce qui a trait à l'équipement, aux matériaux de construction, aux systèmes de rayonnage, d'isolation etc.

Extenzo, Escaliers Beck, Tixit, Fondis, Buecher et Fils, Hild sont les quelques entreprises ayant présenté leurs produits et solutions susceptibles d'intéresser les partenaires algériens.

«Il s'agit pour nous de mutualiser les contacts, de parler d'une seule voix et de mettre en réseau et en relation d'affaires nos partenaires», explique Jean-Philippe Ruhlmann, Président directeur général d'Extenzo, une PME spécialisée dans les plafonds tendus qui a développé un partenariat avec l'algérien Iso-froid dans le domaine de la climatisation.

Conscient de l'intérêt que peut représenter l'Algérie pour les entreprises françaises spécialisées dans l'aménagement du bâtiment, le président directeur général d'Extenzo parle sans équivoque d'un «marché algérien qui commence à exploser» et la possibilité de mettre en place un «partenariat gagnant-gagnant». Toutefois, «l'enjeu est de trouver le bon partenaire», souligne Jean-Philippe Ruhlmann.

Lors de la journée d'hier, des entretiens individuels ont été organisés pour mettre en contact les professionnels algériens avec leurs homologues français.

A noter enfin que Team Alsace, c'est huit entreprises et 594 employés. Un chiffre d'affaires global de 112 millions d'euros dont 11 millions d'euros à l'exportation.

Lotfi Mérad